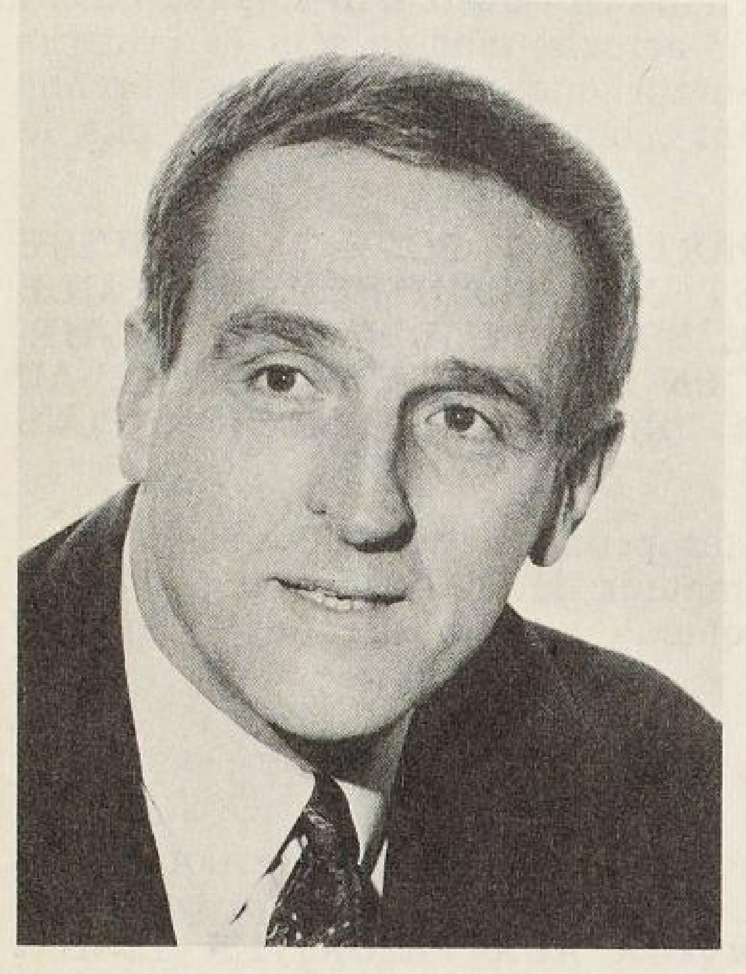
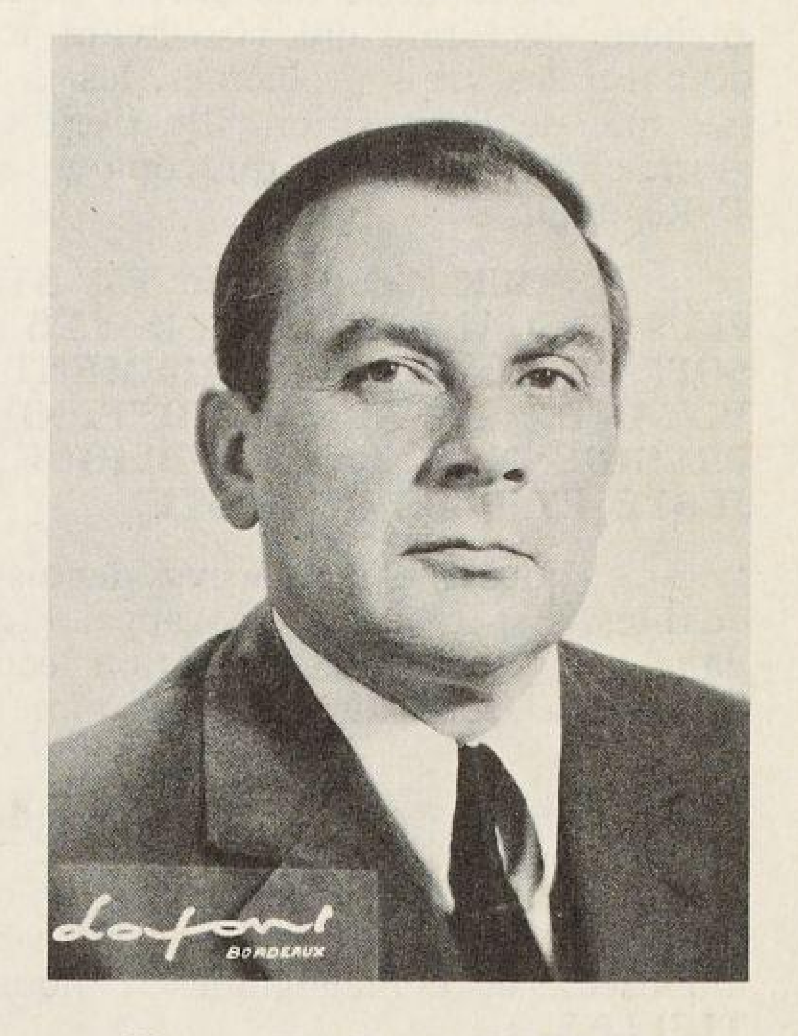
Département de la Gironde

Deuxième circonscription



ELECTIONS LÉGISLATIVES

du 12 mars 1978



Adrien JUNCA

Professeur Agrégé de l'Université
4 enfants

G. BOUCHET

CANDIDAT SUPPLÉANT
Ingénieur C.N.A.M.
4 enfants

Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

Depuis la guerre du Kippour, qui, en 1973, a opposé Israël aux Etats arabes, les Français sentent confusément QUE RIEN NE SERA PLUS COMME AVANT : la livraison et le prix du pétrole, et pour une moindre part, des matières premières, qui soutiennent notre activité, sont liés désormais à des facteurs politiques : pour la première fois dans son histoire, notre pays est devenu très vulnérable à la guerre économique qui a remplacé la guerre conventionnelle. Il s'agit donc d'assurer, dans des conditions de plus en plus difficiles, l'avenir de la France dans les prochaines années. C'est dire l'importance des élections législatives de mars 1978. Comment se présentent-elles dans la deuxième circonscription de la Gironde ?

LES PARTIS

Les grands partis y ont désigné leur porte-drapeau.

DU COTE DE LA MAJORITE, des combinaisons, je n'ose pas dire des combines, d'états-majors, ont fait du candidat R.P.R., J. Chaban-Delmas, le candidat unique de la majorité appelé à épauler le Président de la République. C'est témoigner de quelque mépris à l'égard des Français de tous partis, sensibles à l'action réformatrice du Président de la République, que de vouloir leur imposer un homme qui, dès le deuxième tour des élections présidentielles de 1974, invitait les électeurs à voter pour « l'autre » et qui, depuis, s'est rallié spectaculairement, mais pour combien de temps, à J. Chirac.

DU COTE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE qui, pour la première fois depuis longtemps, est profondément désunie, le candidat communiste, logique avec lui-même, exige une actualisation du Programme Commun, condition préalable à un changement radical de société. Quant au candidat socialiste, un honnête homme qui a failli figurer sur ma liste municipale en 1971, il incarne les indécisions actuelles de son parti, très en retrait, semble-t-il, sur le Programme Commun de 1972. **PEUT-ON VRAIMENT ESPERER QUE DEUX FORMATIONS AUSSI ELOIGNEES L'UNE DE L'AUTRE POURRONT DIRIGER EFFICACEMENT LA FRANCE AU MILIEU DE DIFFICULTES QUI VONT ALLER EN S'AGGRAVANT ?** Est-il enfin utile d'ajouter que la dépendance de personnalités socialistes influentes de notre ville à l'égard de J. Chaban-Delmas, mise en lumière par la « bataille de la C.U.B. », et par l'élection inattendue de ce dernier à la présidence du conseil régional, laisse planer un doute sur la réalité à Bordeaux, de l'opposition socialiste ?

La capacité des partis, pourtant indispensables dans une démocratie, est réduite par la surenchère électorale qui vise avant tout à capter le suffrage des électeurs en s'abstenant soigneusement de poser les vrais problèmes, les problèmes vitaux. Les déchirements actuels, tant au sein de la majorité que de l'opposition, illustrent cette impuissance, sans pour autant que l'électeur y comprenne grand-chose. Au bout du compte, le blocage du système intervient, comme ce fut le cas sous la 4ᵉ République.

POUR CORRIGER ET STIMULER L'ACTIVITE DES PARTIS, ET POUR INTRODUIRE PLUS D'HONNETETE DANS LES MŒURS POLITIQUES, IL EST DONC INDISPENSABLE QUE SOIT ENVOYE AU PARLEMENT LE PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE D'HOMMES CLAIRVOYANTS, TENACES, INDEPENDANTS : ILS APPORTERONT UN SOUTIEN APPRECIABLE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DANS L'ELABORATION D'UN PROGRAMME D'ACTION PLUS JUSTE ET PLUS REALISTE.

Vous me connaissez depuis assez longtemps pour me prêter peut-être quelques-unes de ces qualités. Est-il besoin de rappeler qu'en mai 1974 le Cercle Réformateur de la Gironde que je présidais a été la seule formation centriste à soutenir sans équivoque la candidature de V. Giscard D'Estaing. Quant à ce programme, comment le définir ?

LE PROGRAMME

Il faut d'abord souligner que la complexité et la gravité de la crise qui affecte notre pays sont telles qu'il n'est plus de mise de proposer, comme certains de mes adversaires, des programmes ambitieux et démagogiques : nous en sommes réduits **A POURVOIR AUX PRIORITES ESSENTIELLES :**

REDUIRE, pour éviter un nouveau mai 1968, l'inégalité, pour ne pas dire l'injustice sociale, par un relèvement raisonnable du S.M.I.G. et par l'imposition des plus grosses fortunes. Ces mesures diminueraient la tension sociale et relanceraient, sans risque grave, notre économie.

METTRE EN ŒUVRE UNE GRANDE POLITIQUE DE L'ENERGIE en réduisant évidemment les gaspillages, mais surtout en développant la recherche intensive des énergies nouvelles et en approfondissant notre connaissance et notre maîtrise de l'énergie nucléaire.

STIMULER ET INCITER par des dégrèvements fiscaux, par la simplification des règlements administratifs, par une libération prudente des prix, les forces créatrices de la nation, en particulier les artisans, les petites et moyennes entreprises ; mettre un terme aux tracasseries qui frappent les commerçants et les professions libérales ; intensifier la lutte contre la fraude fiscale.

CONTROLER l'utilisation de l'argent public, en limitant les interventions de l'Etat, en réduisant son train de vie et les gaspillages.

REORGANISER LE SYSTEME EDUCATIF, en prospectant systématiquement les intelligences dans toutes les catégories de la population, en favorisant, par des aides, leur éclosion et leur épanouissement : c'est le seul moyen dont nous disposons pour compenser notre pauvreté en énergie et en matières premières.

AMELIORER le cadre et la qualité de la vie.

FAIRE PARTICIPER PLUS ETROITEMENT les Français aux décisions importantes qui engagent leur avenir, en diminuant l'importance des « technocrates », en transférant aux régions plus de pouvoirs et de ressources.

ACCELERER ENFIN LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE seule capable de garantir notre sécurité et de tenir tête aux super-puissances.

C'EST A CE PRIX SEULEMENT QUE NOUS CONSERVERONS DEMAIN, POUR NOS ENFANTS, UN RANG HONORABLE DANS LE MONDE. LA GRAVITE DE LA SITUATION EXIGE DE VOUS UNE DECISION LUCIDE ET COURAGEUSE. QUE NE DICTENT NI LA PEUR NI LE MECONTENTEMENT.

JE SOLLICITE VOTRE CONFIANCE.

Adrien JUNCA

CANDIDAT D'UNION DES DEMOCRATES

PRESIDENT DE L'ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DE BORDEAUX

U.F.I. - Pessac